La tentation de la tradition

L'enseignement de l'histoire au Japon à l'époque moderne

The temptation of tradition. History education in modern Japan

La tentación de la tradición. La enseñanza de la historia en Japón en la época moderna

Edward Vickers

Traducteur : Jérôme Quintana

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ries/4430>

DOI : 10.4000/ries.4430

ISSN : 2261-4265

Éditeur

France Education international

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2015

Pagination : 77-88

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Edward Vickers, « La tentation de la tradition », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 69 | septembre 2015, mis en ligne le 01 septembre 2017, consulté le 01 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ries/4430> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.4430>

La tentation de la tradition

*L'enseignement de l'histoire au Japon à l'époque moderne**

Edward Vickers

Université de Kyushu, Japon

Quelque peu éloigné du continent, un chapelet d'îles abrite un peuple caractérisé par son indépendance d'esprit et présidé par un monarque dont l'importance est surtout symbolique. La culture de ce peuple, sa langue, ses coutumes sont depuis des siècles inextricablement liées à celles de ses voisins. Mais cet héritage culturel a récemment fait l'objet d'un rejet massif, alors que se manifestait une réticence à nouer des relations avec les pays du continent asiatique sur la base d'un partenariat égalitaire. La perte de l'empire étant encore vive dans les mémoires, le Japon se positionne aujourd'hui principalement comme allié privilégié des États-Unis.

Voilà le Japon, même si des comparaisons avec les nations insulaires de l'Europe pourraient s'imposer d'elles-mêmes aux lecteurs français. Par exemple, la faible qualité de l'enseignement des langues vivantes caractérise le système scolaire aussi bien en Angleterre qu'au Japon. On peut de fait avancer l'idée que c'est ce facteur qui a contribué le plus à éloigner politiquement et psychologiquement ces deux nations de leurs voisins respectifs les plus proches.

L'enseignement de l'histoire joue aussi un rôle à cet égard. Mais il est ici plus difficile d'établir des comparaisons entre le Japon et l'Angleterre, en partie parce que leurs histoires sont très différentes l'une de l'autre. Ces deux nations font remonter leur accession au rang d'État à au moins mille ans, mais les processus de formation d'un État moderne sont pour chacune d'elles nettement différents. Alors que l'Angleterre, trônant confortablement sur ses richesses impériales et industrielles, constituait la référence en matière de modernité au XIX^e siècle, le Japon, lui, était l'archétype asiatique de « la modernisation de rattrapage » (*catch-up modernization*). Le succès remporté par cette forme de modernisation, au départ une stratégie de défense née d'un sentiment d'insécurité, incita rapidement les élites au pouvoir à diriger leurs énergies nationales vers l'extérieur, les transformant en projets d'expansion coloniale et d'accroissement militaire.

La trajectoire du Japon est plus proche de celle de l'Allemagne. Ces deux nations partageaient la crainte (à l'origine justifiée) de se retrouver assujetties à des puissances étrangères. Elles partageaient également la même ardeur fébrile

* Article traduit par Jérôme Quintana.

en tant que pays ayant intégré le jeu impérial sur le tard, à une époque où les colonies étaient considérées non seulement comme vitales au plan économique mais aussi comme des symboles totémiques de virilité nationale. En outre, la quête impériale, pour le Japon comme pour l'Allemagne, fut menée en grande partie dans le « proche-étranger ». Mais pour le Japon et l'Allemagne, l'édifice impérial s'effondra à la suite d'une humiliante défaite et d'une attaque sanglante qui décima les populations tant militaires que civiles.

Lorsqu'on passe de l'histoire elle-même à son enseignement à l'école, les comparaisons avec l'Allemagne sont d'autant plus pertinentes. En effet, dans le domaine de l'éducation, comme dans beaucoup d'autres, l'Allemagne impériale a servi de modèle à la modernisation du Japon. Néanmoins, dans la période de l'après-guerre, les chemins pris par le Japon et l'Allemagne se sont avérés radicalement différents, notamment en ce qui concerne les formes de commémoration publique de leur passé de guerre. Les raisons à cela sont liées tant à la nature du règlement politique du conflit au Japon après 1945 qu'à l'importance toujours actuelle du contexte de l'Asie de l'Est dans les débats internes sur le rôle de l'histoire dans la classe et au-delà.

MODERNISATION, NATIONALISME ET ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE AU JAPON

À la veille de la « Restauration de Meiji »¹ au milieu du XIX^e siècle, qui marqua le début d'un processus de modernisation à pleine vitesse, le Japon se targuait déjà de posséder un taux d'alphabétisation de 40 %. Pour la plupart des élèves japonais, tout comme pour les élèves chinois et coréens, la scolarité consistait essentiellement à maîtriser les classiques chinois, notamment les œuvres traitant de l'histoire ancienne de la Chine, principalement sous forme de paraboles moralisatrices relatant les actions des dirigeants et des ministres. L'homme instruit dans l'Asie de l'Est de l'époque pré-moderne bénéficiait également d'une riche tradition historiographique, très élaborée. Deux sujets de préoccupation dominaient de façon très nette à l'époque : d'une part, l'État, notamment le récit de l'apogée et du déclin de la dynastie ; d'autre part, l'évaluation morale des dirigeants et des représentants de l'État. En Chine, le compte rendu détaillé de l'histoire dynastique devint une fonction jalousement gardée de l'État impérial, même après la fin de l'empire. Il était à l'époque crucial, pour maintenir la légitimité du régime – et c'est d'ailleurs toujours le cas aujourd'hui –, que celui-ci soit le garant de la « conformité » historique.

1. La restauration de Meiji, aussi appelée révolution de Meiji ou renouvellement de Meiji, est une période correspondant au renversement du shogunat Tokugawa et au recouvrement des pouvoirs de l'empereur en 1868. (Source : Wikipédia) (Nd7)

Quelle est l'importance de cet héritage confucéen pour le Japon, dont le développement moderne fut marqué par une distanciation très marquée du patrimoine chinois ? Comme le préconisait Fukuzawa Yukichi², l'un des grands modernisateurs japonais, dans l'une de ses célèbres exhortations, il fallait « fuir l'Asie, entrer dans l'Europe ! » (*datsu A, nyuu Ou*). Comme pour de nombreux réformateurs de son époque, le fait d'apprendre de l'Occident constituait pour lui le meilleur moyen de résister à la menace d'être dominé par celui-ci. Mais contrairement à certains conservateurs confucéens encore influents, il s'était véritablement converti aux idées du libéralisme évangélique prônant le rationalisme scientifique, le progrès et le principe d'un gouvernement représentatif (Craig, 2009). Ses premiers travaux donnèrent aux lecteurs japonais une vision de l'histoire comme parcours depuis la barbarie et l'ignorance jusqu'aux Lumières et à la civilisation, que l'Occident représentait. Il rejetait donc le postulat fondamental de l'historiographie confucéenne, selon lequel la Chine était l'incarnation même de la civilisation et ses « anciennes » figures sacrées des modèles de sagesse et de vertu morale, qualités d'excellence auxquelles les générations postérieures ne pouvaient que vainement aspirer.

Mais son bilan de la situation internationale conduisit même Fukuzawa à déclarer qu'il fallait « d'abord veiller à la pérennité de l'existence du Japon et de son peuple, et ensuite aborder la question de la civilisation » (Craig, 2009). Ce sens aigu de la crise existentielle, renforcé plus tard par les idées néo-darwiniennes de concurrence féroce entre les « races », se généralisa au sein de l'élite Meiji. Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi. Les dirigeants du Japon, spectateurs à la fois épouvantés et fascinés devant l'humiliation infligée par les puissances occidentales à l'empire chinois autrefois tout-puissant, ne savaient que trop bien qu'ils pouvaient être les prochains à se retrouver dans l'arène.

S'efforçant à la fois d'éviter ce sort et de renforcer leur emprise sur la société, les hommes d'État de premier plan de l'empire Meiji furent « convertis à l'utilisation de l'éducation dans le but de former une conscience nationale selon le modèle allemand » (Duke 2008). En 1887, un spécialiste de l'éducation « herbartienne » fut invité au Japon, où il s'exprima devant de larges assemblées de la Dai Nippon Kyouiku Kai (l'association officielle regroupant les enseignants et les spécialistes de l'éducation). L'accent mis par Herbart sur l'importance de former les jeunes à la vertu et au « caractère » tendait à légitimer l'idée que « les données historiques devaient être choisies moins par souci de précision historique que par volonté de prendre en compte l'impact moral que ces connaissances seraient susceptibles d'avoir sur l'élève » (Karier, 1986). Herbart était un libéral,

2. Fukuzawa Yukichi (1835-1901) est un penseur de l'ère Meiji. Auteur, écrivain, enseignant, traducteur, entrepreneur et théoricien politique japonais ayant créé l'université Keio, ses idées sur le gouvernement et les institutions sociales eurent une influence importante sur le Japon en pleine mutation de l'ère Meiji. Il est considéré comme l'un des fondateurs du Japon moderne. (Source : Wikipédia) (NdT)

mais ses idées sur l'utilité de l'histoire comme outil de formation à la morale furent par la suite agglomérées dans le discours officiel à un puissant nationalisme centré sur l'État impérial et sur une vision romantique du *Volk* (peuple). Pour de nombreux dirigeants japonais, le fait d'utiliser l'éducation pour transformer l'État impérial en axe central et arbitre suprême de la conduite morale constituait un puissant attrait. Mais dans son incarnation japonaise, ce projet dépassait même les rêves nationalistes allemands les plus fous.

Il y avait de fait un lien étroit entre l'enseignement de l'histoire et ce qui a constitué l'un des piliers de la modernisation japonaise : la construction du shintoïsme d'État. Ce projet s'inspirait également en partie de précédents occidentaux, à savoir les églises d'État protestantes de l'Europe du Nord. Le shintoïsme – à l'origine un ensemble peu structuré de croyances populaires traditionnelles, de sanctuaires voués aux esprits locaux, de cultes mystiques de diverses natures et d'influences du bouddhisme – fut transformé à l'ère de l'empire Meiji en religion d'État très hiérarchisée et centrée sur l'empereur. Il en résulta un puissant mélange très toxique de nationalisme du XIX^e siècle, de théories néo-darwiniennes fondées sur la distinction des races et de tradition spirituelle en grande partie inventée. L'empereur, bien plus que le chef d'une « église » nationale, devint objet de culte divin. Parallèlement, le statut du Japon en tant qu'« entité nationale » extraordinairement pure et sacrée (*kokutai*) était ardemment défendu. Cette vision de l'identité nationale s'est répandue jusque dans les rituels quotidiens de la scolarité et jusque dans le curriculum, notamment celui relatif à l'histoire. Analysant dans les années 1960 les effets de cet endoctrinement, l'historien Ienaga Saburō nota qu'un « nombre important de gens croient encore que l'empereur Jimmu (le mythique premier empereur, qu'on disait issu de la déesse du soleil Amaterasu) était une vraie personne ; c'est un des signes montrant à quel point l'éducation, dans la période précédant la guerre, suscitait la crainte » (2001).

ENSEIGNER L'HISTOIRE POUR LE NOUVEAU JAPON : PAIX, HARMONIE ET MÉMOIRE SÉLECTIVE

Néanmoins, à l'époque où Ienaga écrivait, l'éducation avait connu une série de transformations. Le système en vigueur après 1945 était bien plus égalitaire que le précédent. Les contenus militaristes, impérialistes et ouvertement racistes furent expurgés et on mit fin aux rituels qui les accompagnaient. La formation politico-morale, connue sous le nom de Shuushin Kyouiku, qui joua un rôle crucial d'endoctrinement avant la guerre, prit fin. La Dai Nippon Kyouiku Kai fut dissoute et le syndicat de gauche des enseignants japonais (Nikkyousou) acquit rapidement une influence politique. Dans une société profondément traumatisée par la guerre, le nouvel engagement constitutionnel en faveur de la paix fut au centre de la redéfinition de l'identité nationale.

Toutefois, malgré les bouleversements qui agitèrent le monde éducatif et politique de l'après-guerre, les contours de celui-ci restèrent en grande partie inchangés. L'empereur lui-même demeura *in situ*, privé de sa divine aura, mais représentant toujours un puissant symbole de continuité. Hantés par l'influence croissante des mouvements de gauche au Japon et par la victoire des communistes en Chine, les Américains permirent à de nombreux hauts responsables politiques de la période de la guerre (y compris à certains soupçonnés d'avoir été des « criminels de guerre ») de revenir sur le devant de la scène politique comme alliés dans la lutte contre les communistes. Kishi Nobosuke, ancienne grande figure de l'économie dans l'État fantoche de Mandchoukouo (la Mandchourie) – région au nord-est de la Chine gouvernée alors par les Japonais –, et grand-père de l'actuel premier ministre Shinzō Abe, devint, après avoir été libéré de prison, l'un des membres fondateurs de l'hégémonique Parti libéral-démocrate (PLD), puis premier ministre (1957-1960) et grand maître de l'arrangement politique. Et si la constitution de 1947 mit fin à la militarisation, les descendants de l'élite civile de la période précédant la guerre, à qui l'on avait accordé de nouvelles attributions de pouvoir, s'efforcèrent d'orienter l'organisation très régentée de la société vers des objectifs d'accroissement économique plutôt que territorial.

Sous le régime du PLD, durant les années 1950, de nombreuses mesures antérieures visant à démocratiser le pays furent sabotées ou abandonnées. Les Américains avaient ôté au ministère de l'éducation (Monbushō) sa responsabilité en matière d'édition de manuels scolaires, ceux-ci devant désormais être publiés par le secteur privé. Mais à la fin des années 1950, le ministère reprit une grande partie du contrôle via ses diverses procédures d'agrément des manuels. En histoire (alors devenue composante de la formation en sciences sociales), si le passé japonais fut sécularisé, on préserva le récit linéaire, ainsi que le présupposé selon lequel la nation était une entité immémoriale et homogène sur un plan ethno-culturel. L'histoire passée et présente des minorités opprimées au Japon – celle, entre autres, des laissés-pour-compte de la communauté des *burakumin*, des Okinawaïens, des Aïnous, des immigrants coréens et chinois (y compris ceux qui avaient été soumis au travail forcé durant la guerre) – fut passée sous silence. L'impérialisme japonais en Asie de l'Est ne faisait l'objet que d'un traitement superficiel, en partie à cause d'un système d'examen public orienté vers l'évaluation du rappel des « faits » dans un balayage complet de l'histoire, forçant les manuels – et les enseignants – à privilégier l'étendue plutôt que l'épaisseur des connaissances.

Le traitement évasif des questions les plus « controversées » concernant les guerres menées par le Japon en Asie était dû aussi à l'intervention des divers comités de sélection des manuels au sein du ministère. Ce point apparut clairement à partir du milieu des années 1960, à la faveur d'une longue série de procès en justice au cours desquels Ienaga contesta ce type d'ingérence officielle. Les arguments portaient souvent sur l'utilisation de tel ou tel terme. Les censeurs

s'opposèrent inlassablement à l'utilisation par Ienaga du terme « agression » pour qualifier l'invasion de la Chine par le Japon dans les années 1930, préférant le terme d'« avancée ». La justification donnée par les autorités en 1981 est à ce titre révélatrice :

L'expression « guerre agressive » porte en elle une très forte connotation... de criminalité. En conséquence, il s'agit d'une terminologie qui, dans le cas d'un pays par rapport à un autre, exprime clairement un jugement de valeur. Aussi je vous demanderais, dans une perspective éducative, de bien vouloir reconsidérer son utilisation dans un manuel traitant de votre propre pays... (Ienaga, 2001)

Il n'était en aucun cas permis d'encourager la juste appréhension des événements passés, ni l'analyse critique, de crainte que celles-ci ne portent atteinte au sentiment de fierté inconditionnelle à l'égard du « Japon en tant que sujet ». Selon le même principe, on a tenté de supprimer ou d'atténuer certains témoignages et récits portant, entre autres, sur le massacre de Nankin en 1937, sur l'unité 731 (un centre d'armes biologiques dans le Mandchoukouo où furent menées des expérimentations sur des êtres humains vivants) et sur le recours massif aux « femmes de réconfort » (esclaves sexuelles) par l'armée impériale.

Les procès de longue date intentés par Ienaga rassemblèrent autour de lui les critiques du système de sélection des manuels, y compris le principal syndicat d'enseignants au Japon. Ces procès bénéficièrent également d'une large couverture médiatique en Chine et en Corée, suscitant l'indignation dans ces pays. Plusieurs éléments permirent une plus grande ouverture officielle : victoires judiciaires successives, enquêtes journalistiques (notamment les dossiers publiés dans les années 1990 par le grand quotidien national *Asahi Shinbun* sur les « femmes de réconfort »), pressions exercées par l'étranger et scissions au sein du PLD traditionnellement dominant. En 1995, cinquante ans après la fin de la guerre, le premier ministre Tomiichi Murayama (un socialiste à la tête d'une coalition majoritairement PLD) exprima « de profonds remords » et présenta « ses excuses les plus sincères » pour « la souffrance et les dommages considérables » causés par le Japon aux nations de l'Asie. Au milieu des années 1990, la plupart des manuels d'histoire agréés contenaient des récits relativement équilibrés, quoique très sommaires, de l'agression japonaise en Asie de l'Est et du Sud-Est.

1995-2015 : RÉSURGENCE DU NATIONALISME ET RÉVISIONNISME HISTORIQUE

La déclaration de Murayama n'était toutefois pas annonciatrice d'une nouvelle ère d'engagements francs et massifs en faveur du passé, mais plutôt d'un mouvement nationaliste constant et régulier de résistance contre une approche « masochiste » de l'histoire. Ce révisionnisme permet de rassembler divers courants nationalistes contradictoires. Les aventures impérialistes du Japon sont représentées comme étant des campagnes nobles, malgré leurs failles, visant

à promouvoir l'indépendance de « l'Asie » face aux machinations d'un « Occident » malveillant. On souligne (à juste titre, dans une certaine mesure) l'hypocrisie de la « justice des vainqueurs » après la guerre, notamment au vu de l'insouciance affichée par l'armée américaine quant au nombre de victimes au Vietnam, en Irak et ailleurs. La souffrance des civils japonais durant la guerre sous-tend la conviction, tous bords politiques confondus, que le pays est particulièrement bien placé pour pouvoir saisir pleinement l'horreur de la guerre et qu'il a pour mission de prêcher la « paix ». Néanmoins, gauche et droite tirent des leçons morales différentes de cette parabole de victimisation nationale. À gauche, de nombreuses voix se sont élevées contre l'élite japonaise du temps de la guerre et contre le « système impérial », reprochant à l'Amérique d'avoir complètement échoué à démanteler le système et à ôter son pouvoir à l'élite. Les nationalistes, pour leur part, défendent la façon dont le pays a été dirigé durant la guerre, qualifient les partisans de la gauche de perfides membres de la cinquième colonne et s'irritent de certaines dispositions contenues dans la constitution imposée par les Américains empêchant le Japon d'agir en tant que « nation normale », tout en soutenant avec force l'alliance entre le Japon et les États-Unis.

Pour beaucoup, à droite, la « normalité » implique non seulement de pouvoir déployer des troupes à l'extérieur, mais également de promouvoir le sentiment de fierté pour « ce beau pays qu'est le Japon » (*utsukushii kuni, Nihon*), selon les propres termes du premier ministre Abe. Après tout, l'éducation au patriotisme se pratique en Amérique, en Chine et en Corée... alors pourquoi ces nations se permettent-elles de faire la leçon au Japon sur ce plan ? En Chine et en Corée, certains dirigeants souhaitant accroître leur légitimité ont manipulé l'histoire pour mieux faire ressortir la vilenie japonaise. Soulignant les déformations officielles du passé auxquelles certains voisins asiatiques se sont livrés, les partisans de droite rejettent tout propos sur les atrocités commises par les Japonais pendant la guerre. En outre, selon leurs propres arguments, les voisins du Japon illustrent cette vérité universelle selon laquelle l'enseignement de l'histoire consiste fondamentalement à projeter une image positive de son pays, plutôt qu'à favoriser la réflexion critique.

Plusieurs changements en matière de politique intérieure et étrangère ont donné à ces arguments de plus en plus de poids auprès du public. Le syndicat d'enseignants, autrefois puissant, a connu une scission dans les années 1990 et a depuis perdu de son influence pour défendre les causes libérales. À peu près à la même époque, le Parti socialiste japonais (PSJ), longtemps associé au syndicat, a de fait implosé, suite à la décision prise d'entrer en coalition avec le PLD. Parallèlement, la stagnation économique prolongée du pays a progressivement ébranlé la confiance nationale, suscitant chez de nombreux Japonais de plus en plus d'inquiétude et de ressentiment face à la concurrence croissante de la Chine et de la Corée et au nationalisme antijaponais qui s'y développait. Habités à voir « l'Asie » comme une région pauvre bien contente de dépendre des

investissements et du savoir-faire nippons, de nombreux Japonais ont eu du mal à s'adapter au fait que la Chine était devenue un puissant rival. Les craintes se sont par ailleurs renforcées depuis 2010, lorsque la rivalité territoriale sino-japonaise s'est intensifiée autour de la question des îles Diaoyu / Senkaku.

C'est dans ce contexte qu'il faut considérer les efforts récents pour donner à l'enseignement de l'histoire une orientation nationaliste. Depuis 1996, et notamment depuis 2001, les manuels scolaires font moins état des atrocités commises par le Japon durant la guerre. Les observateurs ne parviennent pas à s'entendre sur l'ampleur de ce moindre traitement, ni sur ses raisons. Beaucoup pointent du doigt le pouvoir de censure d'un État autoritaire (voir Nozaki, 2008 ; Saaler, 2005), mais selon Cave (2013), il s'agit d'une vision trop simpliste des choses. Entre 1996 et 2005, un éditeur (Teikoku Shoin³) a maintenu, voire accru, son traitement des questions les plus « controversées » et a par ailleurs réussi à accroître ses parts de marché. Si la baisse générale du traitement de ces questions était due simplement à la procédure d'agrément des manuels, cela n'aurait pas été possible.

Cave explique ce phénomène en s'intéressant particulièrement au système mis en place pour choisir les manuels, responsabilité qui échoit aux autorités préfectorales locales. L'une des réformes de l'après-guerre introduites par les Américains fut l'instauration de conseils chargés de l'éducation. Leurs membres, comme leurs homologues américains, étaient à l'origine directement élus, mais dans les années 1950, les maires se virent octroyer le pouvoir de les nommer. Dans la pratique, ces conseils déléguaient généralement le choix des manuels à des « experts », le plus souvent des professeurs d'histoire, qui avaient tendance à recommander des ouvrages aux idées plus libérales. Mais en 2001, la Société japonaise de réforme des manuels d'histoire (connue sous le nom de Tsukuru-kai) ainsi que d'autres associations de droite (créées pour beaucoup dans les années 1990) ont lancé ensemble une campagne dans toutes les préfectures du Japon. Leur but était d'exercer des pressions auprès des autorités locales pour faire en sorte que les conseils chargés de l'éducation choisissent eux-mêmes les manuels. Il s'agissait, selon elles, d'une approche plus « démocratique », affirmation discutable puisque les membres des conseils étaient eux-mêmes nommés par les maires, puis approuvés par les autorités locales, traditionnellement à droite (en partie à cause d'un système électoral biaisé au Japon). C'est le succès de cette campagne qui est, selon Cave, le principal responsable du moindre traitement des questions les plus « controversées » dans la plupart des manuels. Autrement dit, les éditeurs ne faisaient que répondre aux pressions du marché, dans un contexte où leurs « clients » étaient désormais les conseils chargés de l'éducation au niveau local, plutôt que les professeurs d'histoire avec leur statut de professionnels.

3. L'un des principaux éditeurs scolaires au Japon. Maison fondée en 1917, son nom signifie mot à mot « maison impériale ». Cet éditeur a adopté, pour ses manuels d'histoire, une approche relativement ouverte de certaines questions controversées, tout au moins jusqu'aux récentes révisions (2015).

Cave fait néanmoins remarquer qu'outre ces évolutions à l'échelle locale, le cadre législatif national a également connu à l'époque des changements pouvant nuire à toute ouverture dans le domaine de l'histoire. En 2006, sous le premier (et très bref) gouvernement d'Abe, la Loi fondamentale sur l'éducation a été révisée, rendant obligatoire la promotion du patriotisme, de la « tradition » et de la « culture » japonaises. Par ailleurs, en 2009, de nouvelles réglementations ont obligé les éditeurs à démontrer que leurs manuels étaient conformes à la Loi fondamentale sur l'éducation. L'incapacité du gouvernement du Parti démocrate du Japon (au pouvoir de 2009 à 2012) à abroger cette disposition permettrait, selon Cave (2013), à « un futur gouvernement, plus nationaliste, d'exercer des pressions sur les éditeurs de manuels afin qu'ils réduisent la part consacrée aux actes d'oppression menés en Asie par le Japon à l'époque de l'Empereur ».

Cela a effectivement été le cas. Le PLD, à nouveau sous la direction d'Abe, a reconquis le pouvoir en 2012. En 2013, de nouvelles règles ont été établies, obligeant tous les manuels à refléter la thèse officielle sur les conflits territoriaux impliquant le Japon (selon laquelle, dans le cas des îles Senkaku, « il n'existe pas de conflit », en termes de droit international). En janvier 2014, le ministre de l'éducation, Hakubun Shimomura, a déclaré qu'en cas « d'incapacité avérée à se conformer aux critères établis dans le cadre de la Loi fondamentale sur l'éducation, [les manuels doivent être] rejetés » (*Mainichi Shinbun*, 2015). Les « révisions partielles » apportées en 2014 au curriculum relatif au premier cycle de l'enseignement secondaire ont réitéré ce point, soulignant le rôle de l'histoire dans l'inculcation des valeurs de patriotisme. Dans le même temps, les membres du cabinet du premier ministre Abe annonçaient que dans les cas où il n'était pas possible de parvenir à un « consensus » (*tsusetsuteki na kijun*) en termes de données chiffrées (par exemple, pour ce qui est du décompte des victimes), les manuels se devaient « d'éclaircir ces points » (*Mainichi Shinbun*, 2015). Aucune explication n'était donnée sur la façon de déterminer l'existence ou non d'un « consensus ». La « clause sur les pays voisins », ajoutée aux règles en matière de sélection des manuels en 1982 pour veiller à ce que les choix prennent en compte les conséquences possibles en termes de « coopération et de compréhension à l'échelle internationale », a été jusqu'à présent maintenue, en dépit de l'intention précédemment affichée par le PLD de l'abroger. Shimomura a néanmoins insisté sur le fait que les manuels d'histoire devaient s'efforcer de trouver un « équilibre » entre « l'ombre et la lumière » (*Mainichi Shinbun*, 2015), ses déclarations, ainsi que celles d'autres personnalités occupant un rang important au sein du gouvernement, indiquant avec clarté où, selon eux, « l'équilibre » fait défaut.

Dans ce contexte, le traitement des questions historiques les plus controversées s'est retrouvé encore plus atténué ou déformé dans les tout derniers manuels de sciences sociales. Un soi-disant manque de « consensus », par exemple sur le nombre de personnes d'ethnie coréenne tuées par les milices populaires, après le grand tremblement de terre de Kantō en 1923, ou sur le nombre de

victimes lors de « l'incident » de Nankin en 1937, a entraîné des coupes ou des modifications imposées à un certain nombre de manuels. L'éditeur Kyouiku Shuppan a dû modifier son descriptif d'une ligne de « l'incident ». À l'origine, celui-ci indiquait que « de nombreux soldats et civils capturés furent tués ». Le texte après modification parlait de « soldats et de civils engloutis, entraînant de nombreux morts... » (*Mainichi Shinbun*, 2015). Dans d'autres cas, par exemple concernant le suicide forcé de civils okinawaïens en 1945, on a également modifié la formulation pour éviter d'imputer la faute à l'armée japonaise. À l'heure actuelle, seul un éditeur, nouvel arrivant sur le marché des manuels scolaires, mentionne la question des « femmes de réconfort » (*The Japan Times*, 2015).

Depuis 2012, le gouvernement PLD de droite du premier ministre Abe a utilisé les leviers dont il dispose pour exercer davantage de pression sur les éditeurs de manuels, afin qu'ils suppriment ou qu'ils atténuent certains passages critiquant l'État japonais à l'époque de la guerre. Les leviers déployés n'ont toutefois pas été seulement législatifs ou bureaucratiques. Cave a raison d'avancer le fait que le contrôle de l'enseignement de l'histoire ne relève pas simplement d'un quelconque *diktat* gouvernemental, imposé d'en haut, mais aussi de pressions venant d'en bas, exercées par les militants de droite. Toutefois, ces distinctions entre le « haut » et le « bas » sont peut-être quelque peu hors de propos. De nombreux liens sont perceptibles entre les personnalités politiques de premier plan, qui nient l'existence attestée d'atrocités (depuis le système des « femmes de réconfort » jusqu'au massacre de Nankin), et les militants de « base », qui font du *lobbying* auprès des autorités locales, des éditeurs et des organes de presse. Le Japon demeure une société où règne une grande diversité politique et où de nombreux enseignants et universitaires sont très critiques à l'égard des positions conservatrices en matière d'histoire nationale. Toutefois, cette diversité ne se reflète pas dans les articles et reportages des médias traditionnels, qui pour la plupart suivent la ligne du gouvernement ou sont dans l'incapacité totale de contester cette ligne. Durant l'année 2015 marquant le 70^e anniversaire de la fin de la Deuxième Guerre mondiale, non seulement la NHK (société publique de radio-télédiffusion contrôlée par l'État) mais également la plupart des grands journaux et magazines nationaux ont tenu compte des appels officiels à s'intéresser aux « réussites » du Japon, dans la période de reconstruction de l'après la guerre, plutôt qu'aux souvenirs douloureux, voire honteux, liés à la guerre.

Il est difficile d'imaginer un quelconque événement médiatique au Japon équivalant à la diffusion en Allemagne de l'Ouest en 1979 de la série télévisuelle américaine *Holocaust*, ni même au débat qui l'a accompagnée. Les rares fois où l'on commémore les événements relatifs à la guerre, l'accent est mis en très grande partie sur la souffrance des Japonais, sur leur statut de victimes et, de plus en plus souvent, également sur l'héroïsme nippon. L'un des films ayant

réalisé le plus d'entrées ces dernières années est l'adaptation en 2013 d'un roman populaire sur les pilotes kamikazes, *Eien no zero* (Le Zéro éternel)⁴, qui décrivait avec romantisme le courage et l'abnégation de ces auteurs d'attentats suicides.

Les succès électoraux du PLD dirigé par Abe signent de leur côté le fait que le nationalisme populiste est devenu un courant majoritaire au Japon aujourd'hui. Les sondages indiquent que le taux d'opinions négatives de la population à l'égard de la Chine et de la Corée n'a jamais été aussi fort. Ces opinions négatives sont alimentées par le nationalisme anti-japonais rapporté par la presse, l'intensification des conflits territoriaux et la crainte face, notamment, au pouvoir croissant de la Chine dans la région. Un cercle vicieux menace de se former : l'ignorance à l'égard de la Chine et de la Corée engendre la crainte, diminuant toute volonté de nouer des relations avec les voisins les plus proches du Japon et renforçant ainsi l'ignorance. D'où le fait que beaucoup soient prêts à tolérer, voire à défendre vigoureusement la position historique du régime d'Abe, attisant ainsi les sentiments anti-japonais en Chine et en Corée et exacerbant un second cercle vicieux. Pour établir un parallèle peut-être contestable, c'est comme si le petit-fils d'un *Reichskommissar* [commissaire du Reich] nazi avait gravi les échelons du pouvoir pour devenir Chancelier de l'Allemagne et qu'il s'employait, de manière peu subtile, à blanchir la réputation du régime nazi. On peut aisément imaginer la réaction probable en Pologne, en Russie, en Israël et ailleurs.

De nombreux facteurs expliquent pourquoi il est difficile d'imaginer que cela puisse se passer en Allemagne. Parmi ces facteurs, citons peut-être le fait que jamais avant ni après la réunification, l'Allemagne n'avait eu à faire face à une situation dans laquelle ses principaux voisins faisaient du nationalisme anti-allemand l'un des points clés de leurs stratégies légitimes. La guerre froide relia fermement chacun des deux États allemands à son propre « camp » idéologique et l'intégration européenne fournit par la suite à toutes les parties concernées un certain nombre d'avantages les incitant à résoudre leurs différends historiques. Dans la Chine et la Corée de l'après-guerre froide, différents éléments incitatifs ont pu jouer. Dans ces deux pays, l'enseignement de l'histoire a subi encore plus de déformations idéologiques par l'intervention de l'État qu'au Japon. Et l'ironie, ou la tragédie, c'est que les principales formes de conceptualisation de l'histoire nationale doivent beaucoup à l'héritage durable et profond de l'influence japonaise au début du vingtième siècle (Jones, 2005). De même que les systèmes éducatifs dans ces sociétés partagent certains présupposés éthiques d'origine confucéenne, ils portent également en eux l'empreinte du Japon de l'ère Meiji.

Ce double héritage (renforcé en Chine par le léninisme) a contribué, dans toute l'Asie de l'Est, à enraciner la croyance selon laquelle c'est à l'État qu'il revient formellement d'opérer l'arbitrage en matière de « conformité » historique. Cela sous-tend le présupposé selon lequel l'histoire doit affirmer une identité nationale dans sa forme la plus essentielle. Et cela apparaît nettement dans le

4. Film réalisé par Takashi Yamazaki, d'après le roman éponyme de Naoki Hyakuta. (NdT)

nombre élevé de thèmes liés à l'humiliation et au statut de victime – que ce soit à cause de l'Occident ou en raison de conflits internes – servant à accroître « notre » sentiment d'innocence outragée.

Ainsi, peut-être le Japon, pour briser ce cercle vicieux dans ses relations avec ses voisins de l'Asie de l'Est, devra-t-il se confronter aux présupposés tenaces concernant l'objectif et la nature de l'enseignement de l'histoire. Par exemple, si le gouvernement ne devait plus avoir la charge d'approuver les manuels scolaires, laissant le soin aux enseignants et aux écoles de faire leurs propres choix, cela mettrait fin à une importante source de friction avec les voisins du Japon. Et si la structure du curriculum, et les examens qui permettent d'évaluer son contenu, rendaient possibles, voire exigeaient, une étude approfondie et critique des liens compliqués qu'entretient le Japon avec le reste de l'Asie, cela conduirait les pays à mieux se comprendre. Mais les responsables politiques et les bureaucrates devraient d'abord repenser fondamentalement le rôle de l'État dans l'élaboration du curriculum et le rôle de l'histoire dans le fait de favoriser les valeurs de patriotisme. Et dans ce domaine, les perspectives ne sont guère prometteuses.

BIBLIOGRAPHIE

CAVE P. (2005) : « Learning to live with the imperial past? History teaching, empire and war in Japan and England », dans E. Vickers et A. Jones (eds), *History Education and National Identity in East Asia*, New York/London : Routledge, 307-333.

CAVE P. (2013) : « Japanese Colonialism and the Asia-Pacific War in Japan's History Textbooks: Changing representations and their causes », *Modern Asian Studies*, 47, 542-580.

CRAIG A. (2009) : *Civilization and enlightenment: The early thought of Fukuzawa Yukichi*. Cambridge MA : Harvard University Press.

DUKE B.C. (2008) : *The history of modern Japanese education: Constructing the national school system, 1872-1890*, Rutgers University Press.

IENAGA S. (2001) : *Japan's past, Japan's future: one historian's odyssey*, Lanham : Rowman and Littlefield.

JAPAN TIMES (2015) : « History in Japan's textbooks gets government makeover », *Japan Times*, 7 avril.

JONES A. (2005) : « Shared legacies, diverse evolutions: History, education and the State in East Asia », dans E. Vickers et A. Jones (eds), *History Education and National Identity in East Asia*, London/New York : Routledge, 31-63.

KARIER C. J. (1986) : *The Individual, society and education: a history of American educational ideas*, Illinois University Press.

MAINICHI SHINBUN (2015) : *Chugakku kyoukasho reito kijutsu baini* (Le doublement des descriptions des questions territoriales dans les manuels scolaires de l'école moyenne), *Mainichi Shinbun*, 7 avril.

NOZAKI Y. (2008) : *War memory, nationalism and education in postwar Japan, 1945-2007: The Japanese history textbook controversy and Ienaga Saburo's court challenges*, Abingdon : Routledge.

SAALER S. (2005) : *Politics, memory and public opinion: The history textbook controversy and Japanese society*, Munich : Iudicium Verlag.